



**Conseil municipal
15 mars 2017**



2016

À l'échelle mondiale: une croissance économique stabilisée à des niveaux peu dynamiques

- Estimée en début 2015 à 3,8% par le FMI, elle ne sera que de 3 % (source FMI)
- Seule la zone Euro et le Japon ont eu une croissance supérieure à 2015
- La désinflation mondiale s'est interrompue avec 1 point d'infléxion
- Les taux longs ont commencé à remonter et les prévisions montrent une poursuite du mouvement: quel impact sur la consommation?
- Un rétrécissement du commerce mondial est constaté



Perspectives 2017

À l'échelle mondiale, la croissance serait de 3,4%, mais la croissance des pays développés restera limitée. Seuls les pays émergents, y compris Brésil et Russie, auront une croissance plus soutenue.

- **En Asie**, la croissance chinoise en baisse → +6,2%, le Japon est toujours au plus bas +0,5% et l'Inde au plus haut à 7,6%
- **En Europe**, le plan d'injection de liquidités par la BCE devrait ralentir et les taux directeurs continuer à monter
- **Aux USA**, la croissance devrait repartir sur une base de 2,2%
- **L'inflation et l'investissement très bas**, et le chômage toujours élevé, sont autant de paramètres préoccupants



Perspectives 2017

À l'échelle mondiale, quelles que soient les politiques économiques des États, il faut y intégrer les risques géopolitiques

- La situation en Syrie, Lybie toujours sans solution et les tensions Iran Arabie Saoudite
- L'élection de Donald TRUMP aux USA et le BREXIT constituent des points d'interrogation pour l'Europe
- Les attentats, les flux migratoires sont autant d'éléments perturbateurs



2017: La France dans ce contexte

Elle n'a pas su profiter d'une conjoncture favorable:
prix de l'énergie, taux d'intérêts bas, faiblesse de l'euro

- **Toujours une compétitivité en berne liée:**
 - aux charges et à une politique fiscale erratique
 - à un chômage toujours au plus haut
- **La consommation des ménages toujours en retrait**
- **Les prélèvements obligatoires** ont atteint 74,4 milliards depuis 2011
- **Le pacte de stabilité et la loi travail** (baisse des charges de 2,4%) n'ont pas eu d'effet sur l'investissement
- **Les collectivités locales se sont adaptées** mais au détriment de la consommation et de l'investissement



2017 en synthèse

Une reprise mondiale poussive

Des risques liés à des changements politiques importants

La France toujours en panne et avec des risques de rupture majeurs



Les grandes tendances de l'évolution des finances locales

Débat
d'orientation
budgétaire
2017



Les grandes tendances de l'évolution des finances locales 2016

Débat
d'orientation
budgétaire
2017

- **Hausse de l'investissement en 2016 +3%** au détriment de la trésorerie ce qui n'augure pas une bonne tendance 2017
rappel: en 2015 : - 6,2% après - 8,8% en 2014
- **Poursuite de la chute de l'épargne brute pour la 5^e année consécutive** - 2% en 2016 (-4,9% en 2015)
- **Les baisses des dotations et la hausse des prélèvements** ont absorbé les autres recettes et particulièrement les recettes fiscales DGF -9,2 %
- **La hausse des dépenses de fonctionnement est très modérée** (coupes budgétaires) et les dépenses de personnel sont en recul
- **L'en cours de la dette des collectivités 182 milliards +1,5%**
Bloc communal 86,7 milliards +0,5%, levier fiscal faible +0,9% pour les communes et 5,4% pour les départements



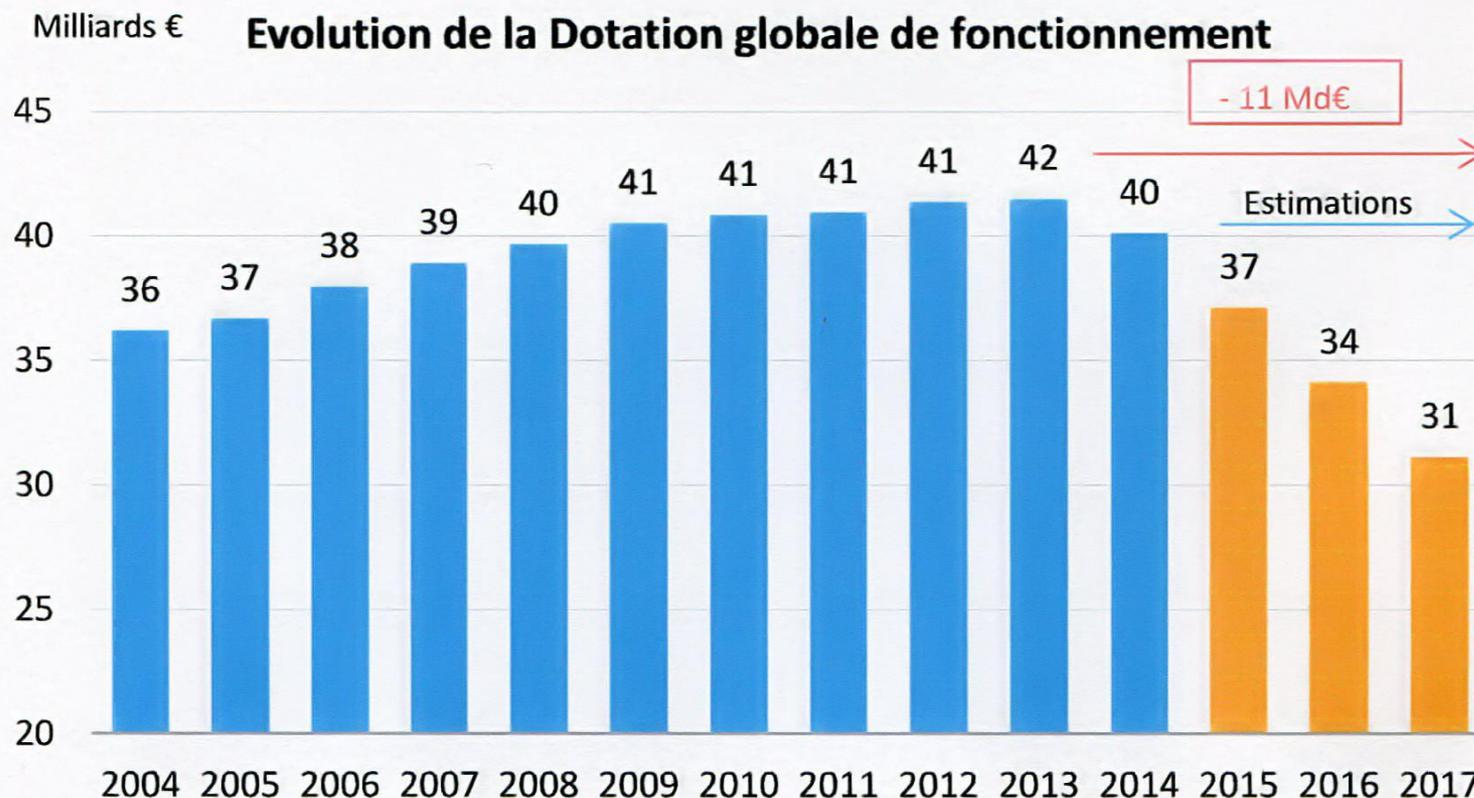
- **Les collectivités territoriales participeront au redressement à hauteur de 2,8 Mds aux efforts d'économies 2015 (3,5), 2016 (3,3) mais pour les communes, réduction de moitié par rapport à la prévision**
- **La baisse des concours de l'État** pour les communes est de -0,6% par rapport à 2016 soit 725 M€
- **Les dispositifs de péréquation. Le FPIC est gelé pour une année**
Mais avec les modifications de la carte des communes et des intercommunalités, le montant ne sera pas figé pour tout le monde
- **Baisse des investissements → baisse du FCTVA**
- **Point positif : la pérennisation du fond de soutien à l'investissement**
- **Revalorisation des bases de 0,4%**



La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)

La DGF constitue de loin la principale dotation de fonctionnement de l'Etat aux collectivités territoriales.

Baisse des dotations aux collectivités



Les marges de manœuvre sont maintenant réduites si on ne veut pas toucher aux services nécessaires aux administrés.



Concerne les locaux professionnels
Encore un chambardement, avec plus de perdants que de gagnants

Des coefficients de localisation seront appliqués:

- . Centres commerciaux +47%
- . Crèches +37%
- . Maisons de retraite +25%
- . Parc de stationnement +35%

Les bureaux de conception moderne dans les villes de plus de 10000 ha verront une hausse de +6%, les autres une baisse

La révision se fera avec un lissage sur 10 ans mais à terme entraînera une hausse des valeurs locatives de 187%



Excédent section d'investissement 15 229 209 € donc
une amélioration **de 3 569 000 €** par rapport à 2015

- Dépenses de personnel (012) 30 642 156 € → - 15% (budget)
- Frais financiers (66 111) 3 318 078 €
- Dépenses courantes (011) 10 680 879 € → -15% (budget)

Résultat de fonctionnement + 6 470 885 €

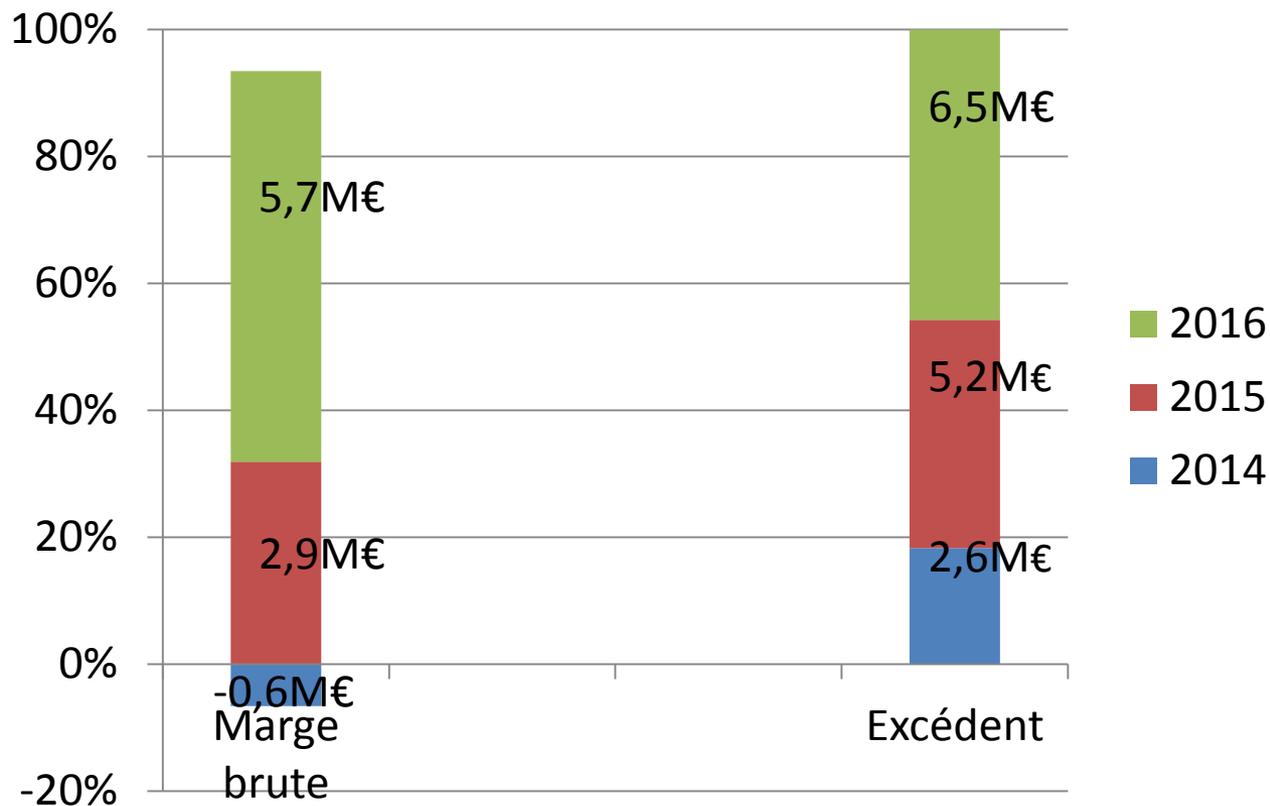
- Epargne brute (recettes réelles – dépenses réelles) +5 664 725 €
- Epargne nette (épargne brute-capitale de la dette) **+782 382 €**

En amélioration grâce aux économies et droits de mutation

Variation des bases fiscales des taxes ménages +5,91 %



Marge brute et excédent 2014/2016



D O B

Investissements

Un plan ambitieux tout en gérant
la réduction de notre dette



Investissements récurrents 2017-2020

Débat
d'orientation
budgétaire
2017

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
MATERIEL	1 332 412	937869	1 148 000	1 000 000	1 300 000	1 200 000
Voierie + Signa	1 768 000	1 467 000	1 665 000	1 400 000	1 400 000	1 600 000
Espace verts	393 000	350 000	245 000	300 000	300 000	300 000
Tx Batiments	1 591 600	1 400 000	1 485 000	1 400 000	1 200 000	1 200 000
TOTAL	5 085 012	4 159 793	4 543 000	4 100 000	4 200 000	4 300 000



Objectifs 2017/2020



- **Extension Jules Verne (subvention CD) → 2,5 M€**
 - Projet lancé, Livraison fin 2018 ,
- **Mise en œuvre Vidéo protection → 450k€**
 - Projet en cours, 28 caméras, 450 K€, Mars 2017 opérationnelle
- **Travaux pour le Cinéma (subvention CD) → 350k€**
 - Etude en 2017, réalisation 2018,
- **Gymnase VASTEL (lié à la subvention CD) → 1,4 M€**
 - Projet lancé, Livraison 2018
- **Ecole maternelle Jules Verne → 5 M€**
 - Réalisation d'une nouvelle école Maternelle 2018 / 2020
- **Studio d'enregistrement → 300 k€**
 - Livraison 2019 intégration dans le plan de développement département
- **Refonte Kid Club et salle périscolaire Langevin Wallon**
 - **Phase 1** augmentation salles Péri scolaire → 2017/2018 800K€
 - **Phase 2** restructuration Kid club + salle de sport → 2020/2021



Objectifs 2017/2020

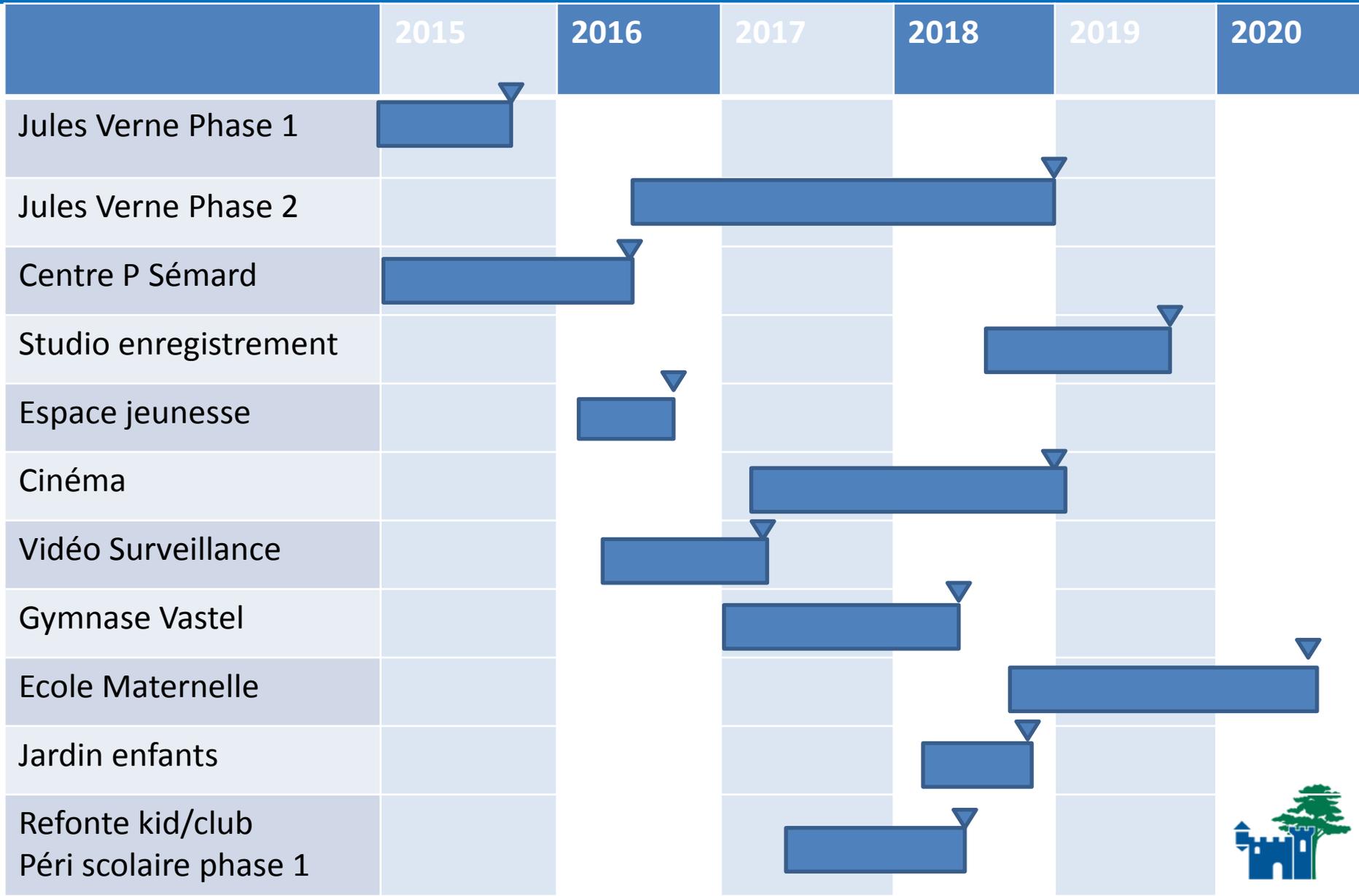


- **Jardin d'enfant projet cœur de ville → 600 000€**
(subvention CAF 250 k€). Projet lancé, livraison mi 2018
- **Une crèche privée de 50 berceaux verra le jour en 2018, nous réserverons 30 berceaux**
- **Une enveloppe prévisionnelle pour les travaux de sécurisation des écoles est ouverte**



Objectifs 2015 / 2020

Débat
d'orientation
budgétaire
2017



Objectifs chiffrés 2017/2020

	2017	2018	2019	2020	2021
TOTAL RECURRENT	4 550 000	4 000 000	4 100 000	4 200 000	4 300 000
Extension Jules Verne	1 000 000	1 445 000			
Cinéma	50 000	300 000			
Maternelle Félix Faure			2 500 000	2 500 000	
Jardin d'enfants		300 000	300 000		
Studio enregistrement			300 000		
Gymnase Vastel	1 465 000				
Refonte kid club phase 1		800 000			2 000 000
Sécurisation écoles	400 000	400 000			
TOTAL GROS TRAVAUX	2 915 000	3 245 000	3 100 000	2 500 000	2 000 000
TOTAL GENERAL	7 465 000	7 245 000	7 200 000	6 700 000	6 300 000



Les recettes sont les suivantes:

. FCTVA :

. autour de 0,62 M€ + Taxe d'aménagement 0,86 m€ = **1,48 M€**

- **Amortissements** autour de **2,338 M€**

- **Subventions** du Conseil Départemental mobilisée **2 M€** et
. **STIF de 206 250 €**

- **Emprunt prévisible** de 0 M€ et **2 M€ d'autofinancement**

- **Excédent** de **15,2 M€**



D O B

Gestion de la dette

Une décroissance de l'en cours et un retour à un taux moyen par ha, dans la moyenne des communes du département



Les hypothèses de notre prévision

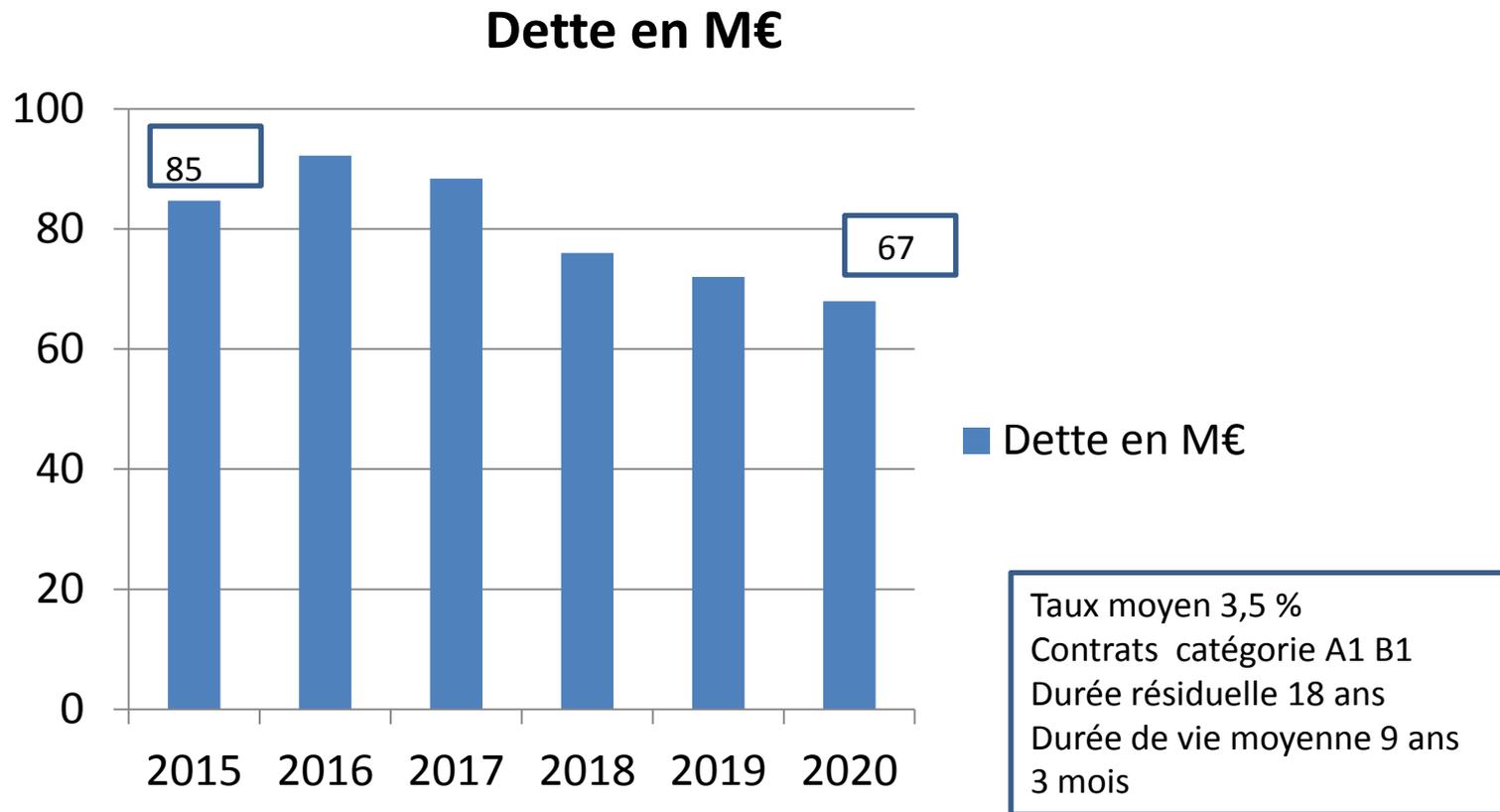
Pas d'emprunts jusqu'en 2019 si :

- **Un nouveau plan de développement avec le département.
Ecole maternelle et studio d'enregistrement → 3 M€**
- **Réalisation des ventes CMS et Felix Faure: 15,3 M€**
- **Maintien des investissements récurrents → à hauteur de 4 M€**
- **Autofinancement à hauteur de 5 M€ sur 3 ans, déjà 2 M€ en 2017**



Evolution en cours de la dette

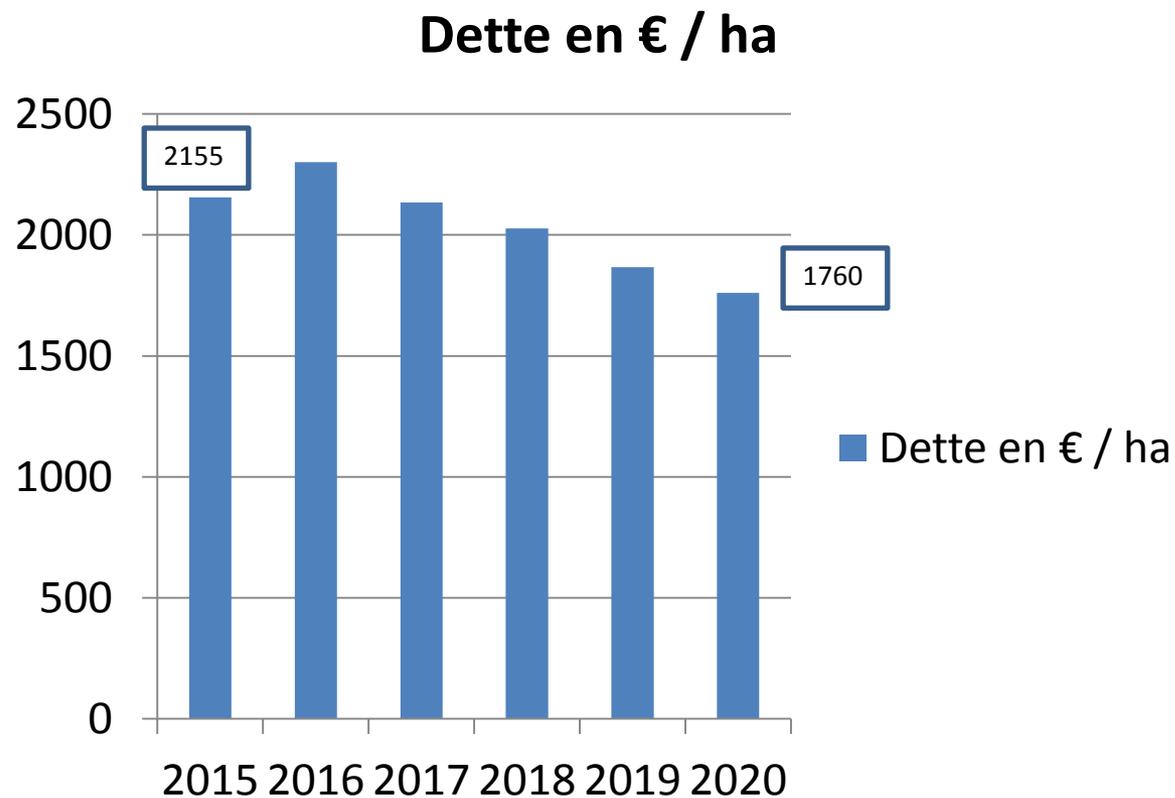
	Evolution en cours de la dette					
	sans nouveaux emprunts					
	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Dette (Début 2015 --> 69,4)	88,4	114,7	109,8	104,7	91	85,6
Remboursement	3,7	4,9	5,1	5,2	5,4	5,4
Remb achats tecnosud				8,5		
dette fin année	84,7	109,8	104,7	91	85,6	80,2
fond de soutien	0	17,6	16,3	15	13,7	12,4
dette réelle fin d'année	84,7	92,2	88,4	76	71,9	67,8



Evolution du ratio dette / habitant

Evolution ratio dette /habitant sans nouveaux emprunts

		capital	habitants	ratio/ha	sans 8,5M€	
	Fin 2014	69,4	34004	2041	2041	
	Fin 2015	84,7	35350	2346	2155	
	Fin 2016	92,2	36368	2573	2301	
	Fin 2017	88,4	37480	2358	2134	
	Fin 2018	76	37480	2027	2027	
	Fin 2019	71,9	38500	1867	1867	
	Fin 2020	67,8	38500	1761	1761	



D O B

Section fonctionnement



Encore de grosses incertitudes :

- Fiabilité des bases fiscales qui nous seront notifiées
- Décisions du territoire pour son propre équilibre
- DGF ?



Le budget de fonctionnement enregistrera une faible hausse de 0,4% diminution des fluides et seulement + 2,4 % des budgets des services → 12 545 000 €.

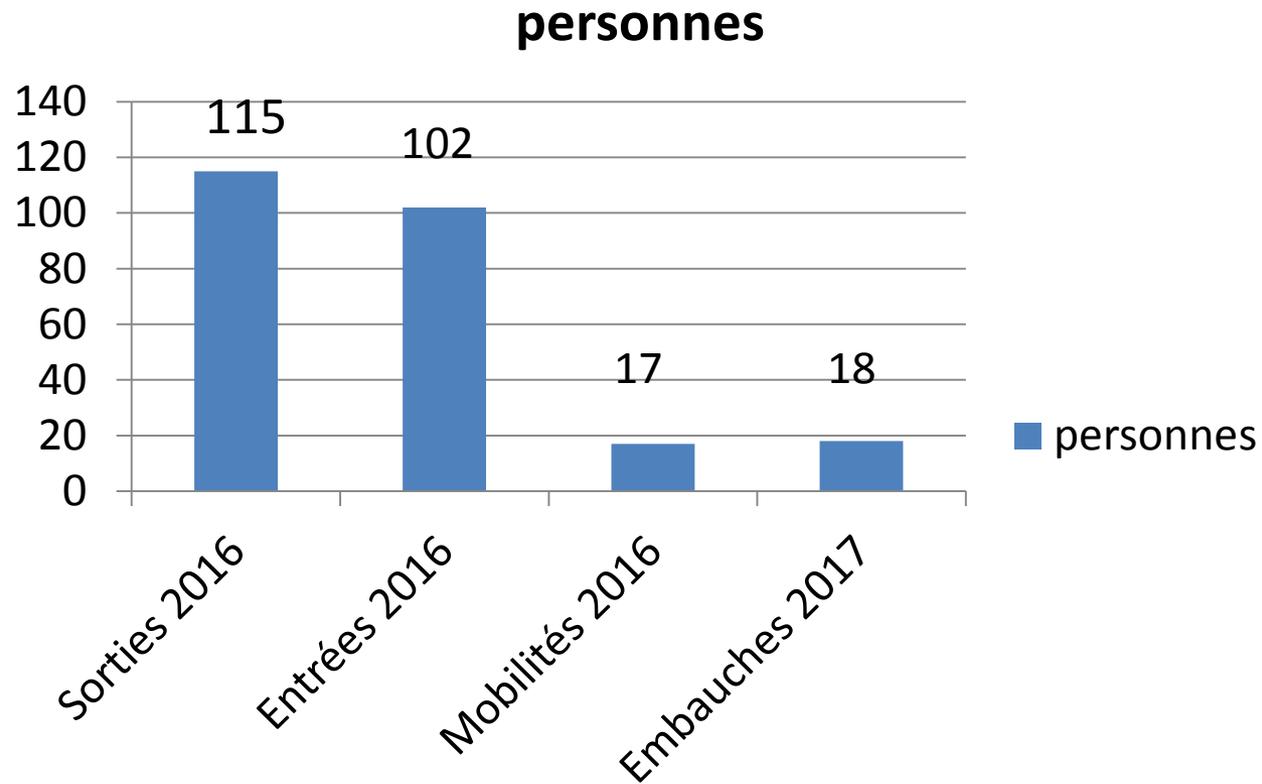
Les subventions apparaissent en forte baisse

Liée à un ajustement du CCAS transfert de 4 agents sur le budget communal(09-2016) et à 2 EPT transférés au département

Le budget du personnel → 32 800 000 € équivalent à 2016 mais largement supérieur aux dépenses 2016 pour absorber les embauches en cours, l'augmentation des effectifs PM et transfert CCAS, mais aussi prendre en compte toutes les mesures de revalorisation (point d'indice, cotisations)



Le personnel (hors vacataires)



Au niveau des dépenses, les reversements:

- **FNGIR (idem 2016) → 2 338 475 €** stable depuis 2 ans
- **FPIC → 1 700 000 € de l'ordre de 1 400 000 € en 2016**
Le montant sera connu en juin nous prévoyons 300 000€ de plus pour couvrir les risques liés à des changements de règles de répartition
- **FCCT - Fond de compensation des charges territoriales**
→ **5 300 000 €** alors que la CLECT a voté 4 878 000 € en 2016 revalorisation 0,4 % pour 2017

Mais des risques liés à des abondements demandés par le territoire



Au niveau des dépenses

• Les frais financiers

- intérêts **4 300 000 €**
- ICNE **200 000 €** au lieu de **700 000 €** en 2016

• Les dépenses d'ordre

- Amortissements → **1 060 524 €**
Fin de l'amortissement de la Subvention d'équilibre
ZAC des sablons
- Les participations sont de **1 865 000 €**, toutes sont stables à l'exception de celle des sapeurs pompiers qui passe de **600 000€** à **750 000€**

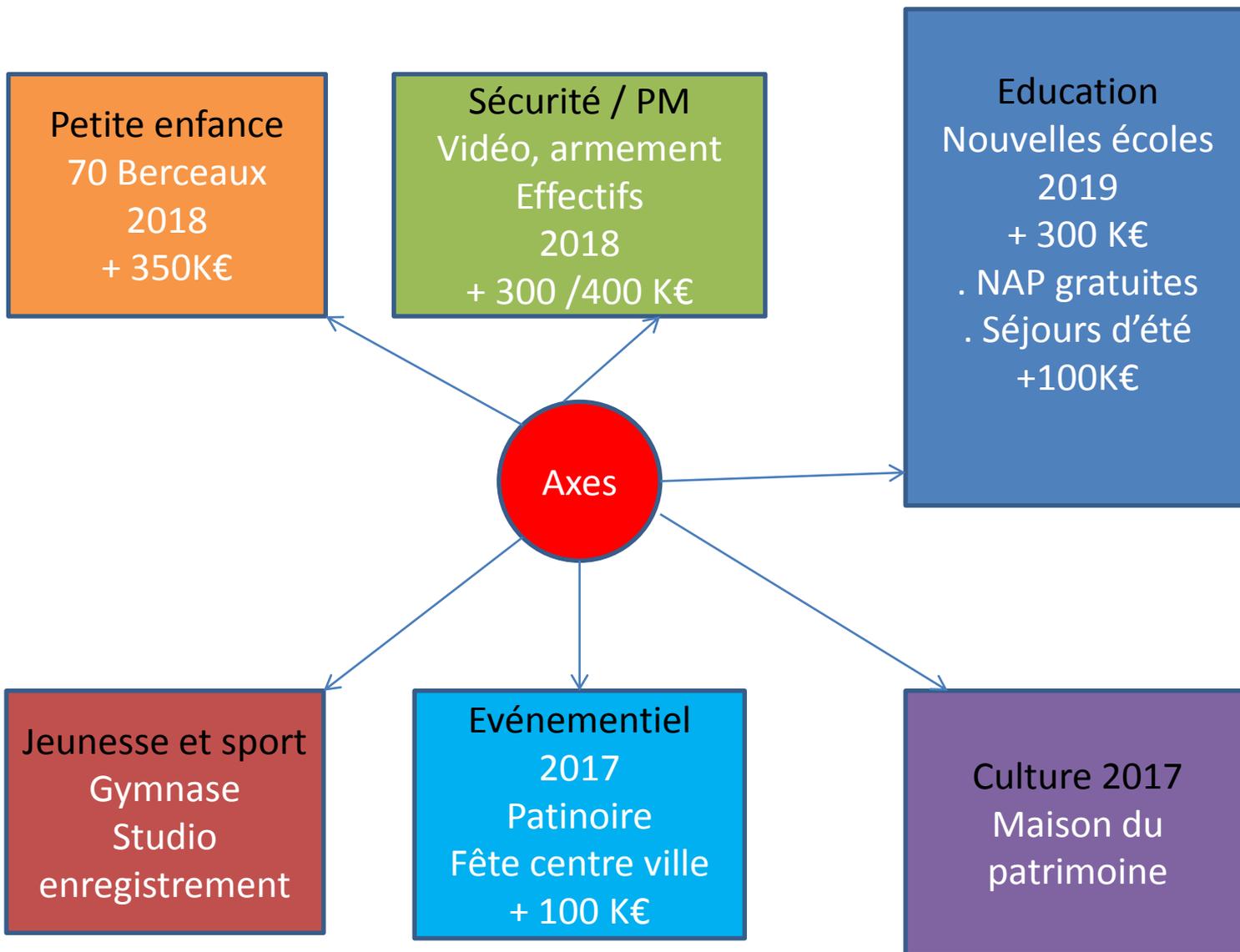


- **Produit de la DGF** → 3 600 000 € encore – 600 000€ (1,2 M€ en 2016)
- **Les subventions** → 2 500 000 €
 - Conseil départemental → 580 000 €
 - CAF idem 2015
 - NAP fonds de soutien
- **Recettes courantes stables** → 5 600 000 € mais
 - Droits de voirie très en retrait suite à la fin du chantier Orange
 - Participation de la CAF en diminution
- **Droits de mutation** → 1 800 000 € identique au budget 2016
- L'attribution de compensation de la Métropole → 10 600 000€ = 2016
- **La fiscalité** nous avons pris une hypothèse à 32 150 000 €
-100 000€ erreur sur les bases



Budget de fonctionnement : perspectives

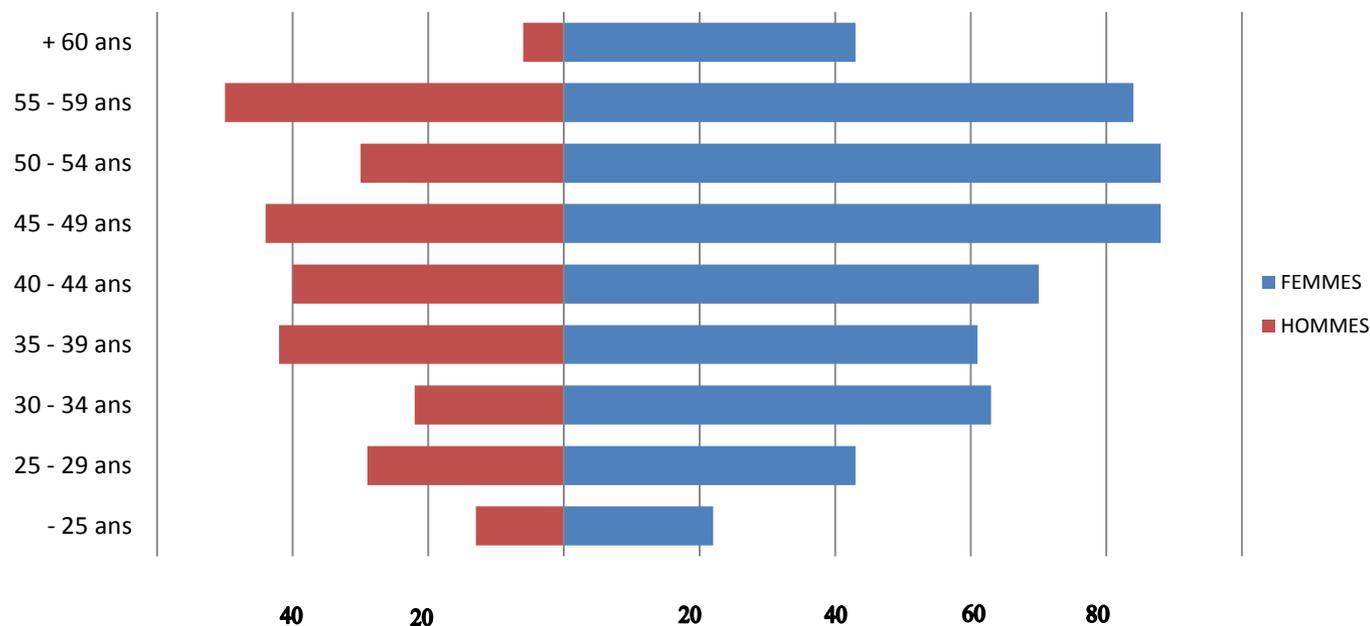
Débat
d'orientation
budgétaire
2017



Le PERSONNEL



Pyramide des âges Commune de Châtillon au 1er janvier 2017



La moyenne d'âge à Châtillon : 43 ans et 11 mois / Comparaison avec les collectivités de la Petite Couronne : 42 ans et 9 mois / National : 44 ans

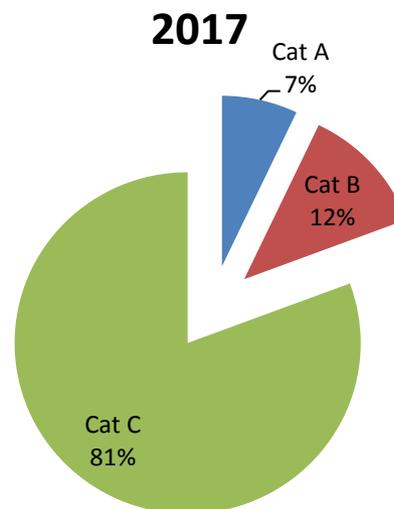
Part des moins de 30 ans à Châtillon : 12.8% / Petite couronne : 11.6% / National : 11.2%

Part des plus de 50 ans à Châtillon : 35.9% / Petite couronne : 35% / National : 35%

67.1% de femmes à Châtillon et 60.7% au niveau National



Répartition des catégories hiérarchiques des agents de la Commune au 1er janvier



National :

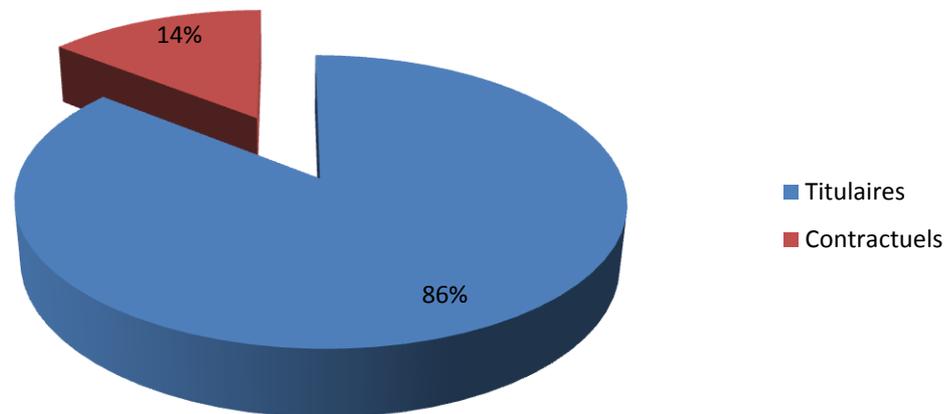
A : 9%
B : 14%
C : 77%

Collectivités de la Petite Couronne :

A : 12%
B : 16%
C : 72%



Répartition du statut des agents de la Commune au 1er janvier 2017



National :

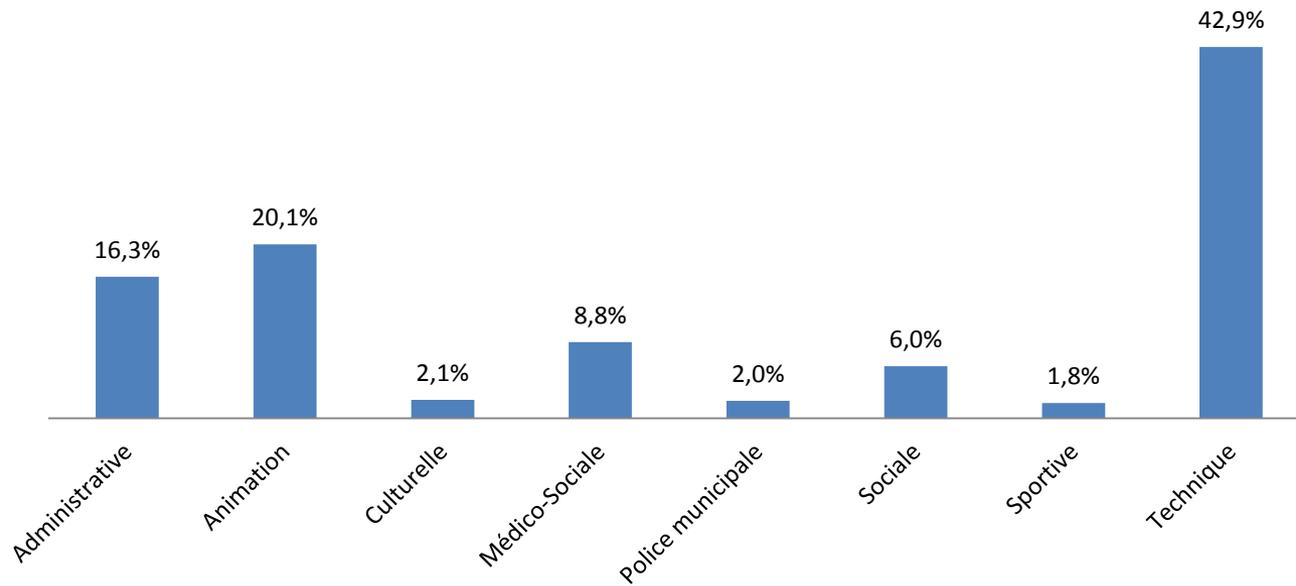
Titulaires : 77%

Contractuels : 23%

Pour les agents contractuels de la Ville : 8.4% sont dans la catégorie A / 16% catégorie B / 75.6% catégorie C



Répartition des agents par filière au 1^{er} janvier 2017



Petite couronne :

Filière technique : 42%

Administrative : 24%

Médico Sociale : 18%

Animation : 9%

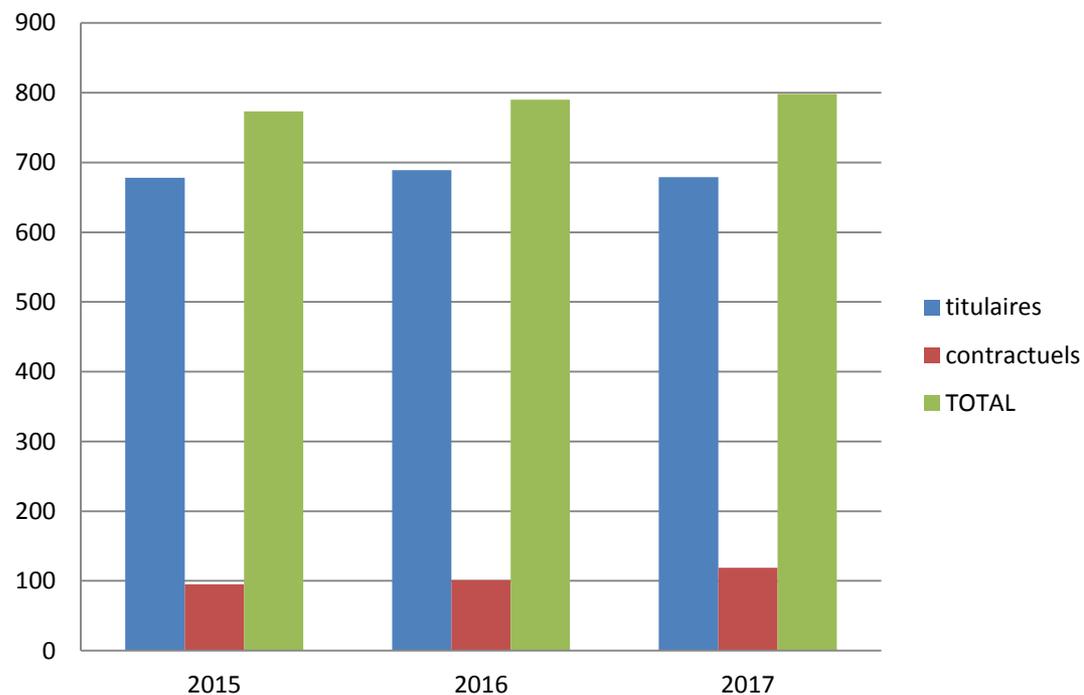
Culture : 5%

Sécurité (Police) : 1%

Sportive : 1%



Evolution des effectifs depuis 2015



Malgré un contexte très difficile, baisse des dotations de l'Etat, prélèvements divers très importants, nous tenons à signaler :

- Comme en 2016, pas d'augmentation d'impôts des ménages
- Un budget d'investissement très dynamique tout en poursuivant une politique de réduction de l'endettement
- En 2017, pas d'emprunts nouveaux et par conséquent en cumulé 2016/2017 , une réduction de 10M€ du capital de la dette
- Le retour à l'autofinancement tout en maintenant un haut niveau de service à la population

